



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes de
discrimination
à l'égard des femmes**

Distr. générale
26 mars 2018
Français
Original : anglais

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

Vingtième réunion

New York, 7 juin 2018

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Élection des membres du Comité

**Élection, conformément aux paragraphes 4 et 5
de l'article 17 de la Convention, de 12 membres
du Comité pour remplacer ceux dont le mandat arrive
à échéance le 31 décembre 2018**

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la vingtième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 7 juin 2018, pour que les États parties procèdent à l'élection de 12 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties, pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2018 (voir sect. I ci-dessous). Les noms des personnes désignées par les États parties figurent à la section II. Ceux des 11 autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2020, figurent à la section III.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 19 décembre 2017, a invité les États parties à soumettre, dans un délai de deux mois, des candidatures en vue de l'élection de 12 membres du Comité. On trouvera dans le présent rapport tous les curriculum vitæ reçus au 7 mars 2018. Les candidatures reçues après cette date feront l'objet d'additifs à la présente note.

3. On trouvera ci-après, par ordre alphabétique, les noms des candidats à l'élection au Comité, accompagnés des États parties ayant présenté leur candidature. Les curriculum vitæ des candidats, communiqués par les États parties concernés, figurent en annexe à la présente note.

* [CEDAW/SP/2018/1](#).



4. En outre, conformément au paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, la composition actuelle du Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels, est décrite en détail dans les sections I et III du présent document, dans lesquelles on trouve également les curriculum vitæ des membres actuels du Comité, qui peuvent être consultés sur le site Web du Comité (voir www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx).

5. Au paragraphe 13 de ladite résolution, l'Assemblée générale encourage les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels des droits de l'homme, comme le stipulent les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

I. Liste des 12 membres dont le mandat arrive à échéance le 31 décembre 2018

6. On trouvera des informations sur les membres du Comité (expérience professionnelle, systèmes juridiques et autres renseignements biographiques) sur le site Web du Comité, en cliquant sur leurs noms (voir www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx).

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membres depuis</i>
Ayse Feride Acar	Turquie	2011 ^a
Gladys Acosta Vargas	Pérou	2015
Magalys Arocha Domínguez (Vice-Présidente)	Cuba	2015 ^b
Louiza Chalal (Vice-Présidente)	Algérie	2015
Naéla Gabr	Égypte	2007 ^c
Ruth Halperin-Kaddari (Vice-Présidente)	Israël	2007
Yoko Hayashi	Japon	2007
Lilian Hofmeister	Autriche	2015
Ismat Jahan	Bangladesh	2011
Lia Nadaraia	Géorgie	2015
Aruna Devi Narain	Maurice	2017
Patricia Schulz	Suisse	2011

^a Madame Acar était également membre du Comité de 1997 à 2004.

^b Madame Arocha Dominguez était également membre du Comité de 2005 à 2012.

^c Madame Gabr était également membre du Comité de 1999 à 2003.

II. Liste des candidats désignés par les États parties

<i>Nom des candidats</i>	<i>États parties ayant présenté leur candidature</i>
Angela Abela	Malte
Gladys Acosta Vargas	Pérou
Hiroko Akizuki	Japon
Tamader Al-Rammah	Arabie saoudite
Dalal Al-Zayed	Bahreïn
Louiza Chalal	Algérie
Sanja Elezović	Monténégro
Naéla Gabr	Égypte
Lia Nadaraia	Géorgie
Aruna Devi Narain	Maurice
Ana Pelaez Narvaez	Espagne
Rhoda Reddock	Trinité-et-Tobago
Elgun Safarov	Azerbaïdjan
Genoveva Tisheva	Bulgarie
Franceline Toe Bouda	Burkina Faso

7. Les curriculum vitæ des candidats, communiqués par les États parties concernés, figurent en annexe à la présente note.

III. Liste des 11 membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2020

8. On trouvera des informations sur les membres du Comité (expérience professionnelle, systèmes juridiques et autres renseignements biographiques) sur le site Web du Comité, en cliquant sur leurs noms (voir www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx).

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membres depuis</i>
Nicole Ameline	France	2009
Gunnar Bergby	Norvège	2016
Marion Bethel	Bahamas	2016
Esther Eghobamien-Mshelia	Nigéria	2018 ^a
Hilary Gbedemah	Ghana	2013

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membres depuis</i>
Nahla Haidar	Liban	2013
Dalia Leinarte (Présidente)	Lituanie	2013
Rosario G. Manalo (Rapporteur)	Philippines	2016 ^b
Bandana Rana	Népal	2016
Wenyan Song	Chine	2016
Aicha Vall Verges	Mauritanie	2016

^a Le 1^{er} mars 2018, Madame Eghobamien-Mshelia a été désignée en tant que membre du Comité pour s'acquitter du reste du mandat de la regrettée Theodora Oby Nwankwo (jusqu'au 31 décembre 2020), qui est décédée le 9 décembre 2017.

^b Madame Manalo était également membre du Comité de 1999 à 2006.

Annexe

Curriculum vitæ des candidats*

Angela Abela (Malte)

Date et lieu de naissance

21 octobre 1956, Luqa, Malte

Langue(s) de travail

Anglais, français et italien

Situation/fonction actuelle

Professeur au sein du Département des études familiales à la Faculté du bien-être social à l'Université de Malte. Dans le cadre de ses fonctions, elle forme des psychologues cliniciens ainsi que des psychologues dans d'autres domaines de spécialisation. Elle forme également des thérapeutes familiaux. Le genre est le fil conducteur de la formation de ces professionnels. Elle enseigne également à l'Université au sujet du genre, du pouvoir et des familles marginalisées, en mettant l'accent sur la problématique femmes-hommes dans beaucoup d'autres de ses cours. Elle est également présidente du Centre de recherche national sur la famille au sein de la Fondation du Président pour le bien-être de la société, où les recherches sur les couples et les personnes célibataires tiennent compte de la problématique femmes-hommes. La Fondation du Président pour le bien-être de la société est responsable de ce travail. Elle fait également partie d'un groupe de travail interministériel (famille, santé, éducation et justice) pour une durée de trois ans (2018-2021) qui est chargé de mettre en œuvre la Stratégie de parentalité positive. Cette stratégie lutte contre la discrimination à l'égard des femmes en s'attaquant à la pauvreté parmi les enfants et les familles, notamment les familles monoparentales, et en autonomisant les femmes et les hommes ainsi que l'État pour soutenir l'éducation parentale.

Études

Formation à l'enseignement pour l'éducation primaire et secondaire au Département des sciences de l'éducation, MCAST ; Licence français et sciences sociales. Maîtrise en sciences sociales à Paris XIII ; Maîtrise en psychologie clinique et psychopathologie à Paris V (Sorbonne), France. Doctorat en psychologie clinique : psychologie de l'enfance et de la famille à l'Université de Londres ainsi qu'au sein du Département enfance et famille à la Tavistock Clinic, Londres.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- En qualité de Présidente de la Commission nationale pour la famille, a présenté une politique au Premier Ministre maltais au sujet de la nécessité d'équilibrer le temps passé à la maison et au travail en appelant à l'élaboration de politiques en faveur de la famille et en permettant ainsi aux femmes de faire partie du marché du travail ;
- A coprésenté une étude sur la pauvreté des familles, et en particulier des enfants, à la Commission des affaires sociales du Parlement. L'étude a été choisie parmi un certain nombre de présentations et discutée au Parlement ;

* Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

- A mené une étude nationale sur les chefs de famille monoparentales à Malte, commandée par le Ministère de la famille et de la solidarité sociale, qui a été présentée lors d'une conférence nationale présidée par le Ministre, à laquelle ont participé les membres du Parlement faisant partie de la Commission des affaires sociales ;
- A participé, à l'échelle internationale, à un groupe d'experts puis à des missions d'experts pour le Conseil de l'Europe relatives aux familles vivant dans la pauvreté. Le genre y était un thème transversal ;
- A récemment été invitée par DIFI (Doha International Family Institute) pour présenter la mise en œuvre des objectifs du Millénaire dans le cadre de la famille. Les femmes jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire. La réunion d'experts s'est tenue en partenariat avec le Bureau régional des États arabes pour le Fonds des Nations Unies pour la population les 29 et 30 novembre à Doha, Qatar ;
- Décembre 2017 : A été invitée à faire une présentation lors du premier Forum international sur le cerveau et la santé mentale des femmes, en collaboration avec la Global Alliance for Women's Brain Health, The Lancet Psychiatry et The Lancet Neurology le 12 décembre au Rolex Learning Centre de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, Suisse. Les présentations sont en cours de publication dans The Lancet Psychiatry.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Abela, A, Casha, C, Bezzina, F, Azzopardi, M.R. (2012 – 2014) « Improving the Quality of Life of Lone Parents in Malta ». Soumis pour publication ;
- Abela, A (2016) *Family Life*, eds Briguglio, M. & Brown, M « Sociology in Malta », Publications Miller (tient compte de la problématique femmes-hommes historique).

Livres

- Sammut Scerri, C., Abela, A, Vetere, A & Cooper, J. (2017) *Intervening after Violence: Therapy for Couples and Families* (Springer) Ses principales contributions comprennent un chapitre sur les interventions en cas de violences physiques et sexuelles à l'encontre des enfants, un chapitre sur les politiques de prévention de la violence et sur la supervision des professionnels.

Gladys Acosta Vargas (Pérou)

[Original : espagnol]

Langue(s) de travail

Espagnol, anglais, français et portugais

Situation/fonction actuelle

Experte du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2015-2018)

Principales activités professionnelles

- Actuellement : Conseil international. Avocate au Pérou ;
- Cheffe de la Section Amérique latine et Caraïbes d'ONU-Femmes (2008-2011) ;
- Représentante de l'UNICEF en Argentine (2006-2008) ;
- Représentante de l'UNICEF au Guatemala (2002-2006) ;
- Conseillère régionale sur l'égalité des genres et l'adolescence au sein du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes (1999-2002) ;
- Professeure de droit à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale de Colombie à Bogota (1993-1995) ;
- Coordinatrice du Programme « Género y Poder » de l'Institut latino-américain de services juridiques alternatifs (ILSA) à Bogota, Colombie.
- Directrice générale du Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán (1990-1992).

Études

- Diplôme d'avocate (Université pontificale catholique du Pérou) ;
- Maîtrise et Licence en sociologie (Université de La Sorbonne – Paris V, France).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 2015-2017 : Déplacements en Bolivie, à El Salvador, au Costa Rica, au Mexique et au Japon pour partager les expériences du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et diffuser des renseignements au sujet des obligations internationales des États parties concernant la Convention et le Protocole facultatif ;
- 2016- 2017 : Participation aux tribunaux symboliques sur les droits des femmes au Mexique et au Pérou. Réunion sur l'immigration et la discrimination à l'égard des femmes au Mexique avec le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ONU-Femmes). Participation en tant qu'experte au Séminaire régional de l'Union européenne pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cuba) ;
- 2015-2018 : Membre des groupements tactiques sur les communications, les méthodes de travail, la Recommandation générale n° 35 et le Programme 2030 ainsi que les objectifs de développement durable au sein du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « Le Droit International des Enfants et des Femmes. Une évolution historique et sociale ». UNICEF. Université de Bordeaux, France. Actes des colloques 2003-2004 ;
- « Cambios legislativos en la formación y disolución de familias: una mirada de contexto ». Familias y políticas públicas en América Latina. Nations Unies. Santiago, 2007.
- « La CEDAW y la Convención sobre los Derechos de la Niñez: Derechos Humanos constructores de ciudadanía y democracia. » Serie Documentos de Trabajo. Número 5. UNICEF –México. Novembre 2001.

Hiroko Akizuki (Japon)

Date et lieu de naissance

21 août 1959, Fukuoka, Japon

Langue(s) de travail

Anglais, japonais

Situation/fonction actuelle

- Professeur en droit international, [Asia University](#), Tokyo, Japon ;
- Membre du [Comité d'évaluation du Plan d'action national japonais « femmes, paix et sécurité »](#), Ministère des affaires étrangères, Japon ;
- Membre du Groupe de discussion sur la politique de contrôle de l'immigration, Ministère de la justice, Japon ;
- Président du Groupe de travail sur le Code de financement durable, [Comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques de Tokyo](#).

Principales activités professionnelles

- Madame Hiroko AKIZUKI est conférencière et chercheuse dans les domaines du droit international, de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, des relations internationales et du développement international, entre autres domaines, depuis 25 ans ;
- A eu une grande carrière internationale, notamment lors de ses fonctions au Bureau du PNUD en Indonésie, au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et au CNUCED à Genève et à l'Université Columbia à New York ;
- A également eu une grande carrière dans la fonction publique au sein de gouvernements locaux, notamment en tant que Vice-Présidente du Conseil à l'égalité des femmes et des hommes (1998-1999), membre du Comité contre la discrimination (1998-2000) dans la ville de Kitakyushu, Japon, et membre du Comité de rédaction de l'ordonnance sur les droits de l'enfant (2003-2005) dans la ville de Koganei, Japon ;
- A par ailleurs travaillé dans le secteur privé (Barclays, succursale de Tokyo (1984-1987)).

Études

- Département des sciences sociales, Université des arts libéraux, International Christian University, Japon (avril 1978-mars 1982) (Licence) ;
- École de hautes études en administration publique, International Christian University, Japon (avril 1982-mars 1984) (Maîtrise en administration publique) ;
- École de hautes études en administration publique, International Christian University, Japon (avril 1990-mars 1993) (Doctorat, 1997).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Membre, Comité d'inspection des centres de détention réservés aux immigrés, Ministère de la justice (2010-2017) ;
- A mené des études sur les discours de haine au Japon, commandées par le Ministère de la justice (2015-2017) ;
- Membre, Groupe consultatif sur la traduction des résolutions de l'ONU, Centre d'information des Nations Unies, Japon (depuis 2006) ;
- Membre, Comité consultatif sur les bourses, Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies (depuis 2007) ;
- Membre, Conseil exécutif, Association japonaise des études des Nations Unies (2001-2010, depuis 2013) ;
- Membre, Conseil exécutif, Section japonaise la Société asiatique de droit international (2013-2015).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « International Protection of Human Rights, International Organizations » (Tokyo, 2018) ;
- « Humane International Law for Peace, Liberty and Prosperity » (co-auteur), (Tokyo, 2011) ;
- « International Society and Law; International Law, International Human Rights Law and International Economic Law » (co-auteur), (Tokyo, 2010) ;
- « Containing Conflict: Cases in Preventive Diplomacy » (Co-auteur), (Tokyo, 2003) ;
- « Legal Personality of Autonomous Subsidiary Organs of the United Nations » (Tokyo, 1999).

Tamader Al-Rammah (Arabie saoudite)

Date et lieu de naissance

14 mai 1973

Langue(s) de travail

Arabe et anglais

Situation/fonction actuelle

Madame Al-Rammah a été tout récemment désignée comme Sous-Secrétaire pour la saoudisation au Ministère du travail et du développement social et est responsable de 3 des 37 des objectifs stratégiques du Plan national de transformation à l'horizon 2020. Elle travaille sur ces objectifs en utilisant ses 20+ années d'expérience dans les domaines de la santé et des services sociaux ainsi que sa participation active et son rôle directeur dans le mouvement d'autonomisation des femmes en Arabie saoudite.

Principales activités professionnelles

Amélioration de l'accès et de la participation des femmes et des personnes handicapées au marché du travail en prévoyant des formations parallèles pour respecter les exigences du marché, sensibilisation et renforcement des possibilités de télétravail et de travail à mi-temps pour améliorer l'accès au marché du travail, et formation des employeurs au sujet des environnements adaptés et conformes, sur la base des normes nationales et internationales. Amélioration des services intégrés de protection sociale en partenariat avec divers secteurs pour accroître la couverture géographique de la protection sociale, élaboration de campagnes de sensibilisation, création d'un centre de protection sociale, élaboration de mécanismes de coopération entre toutes les parties concernées par la violence domestique. Création d'ateliers pour planifier l'autonomisation des femmes, soutenir les femmes du pays et participer efficacement au maintien des droits fondamentaux dans les recommandations du pays.

Études

- Doctorat en sciences de l'imagerie et ingénierie biomédicale, Université de Manchester, Manchester, Royaume-Uni ;
- Maîtrise en tomographie par ordinateur en oncologie, University of Wales, Bangor, Royaume-Uni ,
- Licence en sciences radiologiques, College of Applied Medical Sciences ; Division des sciences radiologiques. Université du Roi Saoud, Riyad, Arabie saoudite.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Madame Al-Rammah a été un important participant de l'atelier et des délégations préparatoires d'Arabie saoudite concernant la revue des rapports saoudiens soumis aux organes chargés des droits de l'homme, notamment ; la Commission des droits de l'homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les réunions de la Commission de la condition de la femme, et la Commission pour le développement social. A fait partie intégrante du Plan de transformation saoudien ainsi que de la coopération régionale, en particulier dans des domaines liés à la participation économique et sociale des femmes. Ses efforts continus pour sensibiliser par l'intermédiaire d'ateliers et de conférences, au vu de son expérience universitaire et professionnelle, ont

également contribué aux efforts locaux pour apporter des connaissances sociales au sujet des droits des femmes en offrant aux femmes saoudiennes les outils et les possibilités nécessaires pour la réalisation de leurs objectifs personnels et professionnels.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « How are Health Equity Aspects Articulated in the Public Health Policy Documents in Saudi Arabia (KSA) », Conférence européenne en santé publique, Milan, Italie (2015) ;
- « Lack of Facilities Rather than Sociocultural Factors as the Primary Barrier to Physical Activity Among Female Saudi University Students », Journée internationale d'action pour la santé des femmes : 279–286.

Dalal Al-Zayed (Bahreïn)**Date et lieu de naissance**

13 janvier 1968

Langue(s) de travail

Arabe et anglais

Situation/fonction actuelle

- Membre du Conseil consultatif de Bahreïn ;
- Présidente de la Commission des affaires législatives et juridiques ;
- Vice-Présidente de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme du Parlement arabe.

Principales activités professionnelles

- Membre de la Commission des affaires législatives et juridiques ;
- A délivré un certain nombre de manuels d'orientation concernant les élections et les candidatures ;
- A fondé la société juridique Al Zayed en 1993 qui offre conseils juridiques, arbitrage et médiation ;
- Admise à la Cour de cassation ainsi qu'à la Cour constitutionnelle ;
- Admise au Centre pour l'arbitrage commercial pour les pays du Conseil de coopération du Golfe ;
- A fondé le Centre Al Zayed de conseils et de formation en 2013 ;
- Membre du Groupe juridique de l'Organisation des femmes arabes de 2003 à 2012 ;
- Membre du Conseil consultatif depuis 2006 ;
- Présidente de la Commission des affaires législatives et juridiques du Conseil consultatif depuis 2011 ;
- Vice-Présidente de la Commission des affaires législatives et juridiques du Conseil consultatif de 2006 à 2010 ;
- Membre du Parlement arabe depuis 2014 ;
- Participe à des travaux, séminaires et conférences relatifs au domaine juridique et législatif ;
- Membre de la Sous-Commission des droits de l'homme au Parlement arabe ;
- Membre du comité conjoint suivant le développement des mécanismes d'intervention arabe conjointe représentée dans la réforme de la Ligue des États arabes et ses organisations ;
- Membre du comité formé par le Bureau du Parlement arabe pour placer le personnel du Secrétariat dans la nouvelle structure du personnel et étudier la situation des contractants ;

- Conseillère juridique pour le Parlement arabe depuis le 12 juillet 2017 ;
- Présidente du Comité des affaires de la jeunesse du Conseil consultatif depuis 2014.

Études

- Licence en droit, Université du Koweït.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Experte en autonomisation politique des femmes ;
- A offert des formations aux femmes candidates aux élections parlementaires et municipales en 2002, 2006, 2010 et 2014 en collaboration avec le Conseil supérieur de la femme et le Programme de développement des Nations Unies ;
- Présidente de la Commission pour la femme et l'enfant du Conseil consultatif de 2006 à 2010 ;
- Membre du Conseil supérieur de la femme depuis 2010 ;
- Participe à des travaux bénévoles relatifs aux affaires familiales, en particulier aux femmes ;
- Membre de l'équipe nationale de la Commission de suivi de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 2008 ;
- Membre du Comité de coordination entre les parlementaires et le Conseil supérieur de la femme ;
- Membre du Réseau juridique des femmes arabes ;
- Membre du Conseil consultatif juridique pour les femmes candidates aux élections parlementaires et municipales de 2006 dans le cadre du programme d'autonomisation politique des femmes élaboré par le Conseil supérieur de la femme et le PNUD ;
- Nommée par l'Ordre royal comme membre d'un comité visant à élaborer un projet de loi unifiée sur la famille ;
- Membre de l'équipe nationale chargée de discuter du rapport sur le Royaume de Bahreïn avec le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en 2008 ;
- Expert en formation de femmes candidates aux élections parlementaires supplémentaires de 2011 dans le cadre du programme d'autonomisation politique du Conseil supérieur de la femme ;
- Expert en formation de femmes candidates pour les élections parlementaires et municipales de 2014 dans le cadre du programme d'autonomisation politique du Conseil supérieur de la femme et de l'Institut pour le développement politique de Bahreïn.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Le Guide à l'intention des parlementaires a été publié en 2010 ;

- Le Guide à l'intention des candidats aux élections parlementaires a été publié en 2014 ;
- Le Guide à l'intention des membres de la Chambre des représentants a été publié en 2014.

Louiza Chalal (Algérie)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

12 janvier 1951, Ain-el-Hamam, Algérie

Langue(s) de travail

Français, arabe

Situation/fonction actuelle

Chargée de mission à la Présidence de la République algérienne.

Principales activités professionnelles

- Responsable de la Direction générale de la documentation ;
- Élaboration de dossiers documentaires ;
- Études et synthèses des rapports émanant des différents départements ministériels ;
- Traitement des requêtes ;
- Dossiers afférents aux droits humains.

Études

- Lycée El-Mokrani ;
- 1970 Obtention du Baccalauréat ;
- 1970- 1974 Licence d'enseignement supérieur délivrée par l'Université d'Alger ;
- 1976 Maîtrise en sciences de l'éducation ;
- 2000 Formation au droit humanitaire.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Membre de l'ancienne Commission nationale de promotion et protection des droits de l'homme actuellement dénommée Conseil national des droits de l'homme ;
- Consultante auprès d'ONG et associations nationales traitant des droits sociaux, économiques, politiques et culturels ;
- Membre de l'Association des ombudsmans de la Méditerranée (AOM) depuis sa création en 1998 ;
- Membre du réseau Genre en action ;
- Depuis 2005, membre du comité ad hoc de la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme chargé de l'élaboration des rapports annuels que doit présenter cette dernière aux différentes instances ;
- 2007 Participation aux travaux intitulés Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes mise en œuvre par le Ministère de la solidarité et de la famille ;
- 2008 Contribution au lancement d'une campagne pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes suite à celle lancée par le Secrétaire général des Nations Unies ;

- 2008 Participation, à Vienne, aux travaux de la 17^{ème} session de la Commission de l'ONU sur la prévention du crime et de la justice pénale dont l'ordre du jour comportait un point sur les violences à l'égard des femmes ;
- Participation à la première enquête transdisciplinaire et trans-institutionnelle sur les violences à l'égard des femmes, catégorisation de celles-ci et création d'une banque de données ;
- 2009 Désignation, en qualité d'experte, à la réunion du Groupe d'experts intergouvernemental chargé d'examiner et d'actualiser les stratégies et mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence à l'égard des femmes – Bangkok ;
- 2009 Participation à Vienne, à un atelier sur les stratégies et mesures types pour éliminer la violence à l'égard des femmes ;
- 2010 Membre du groupe de travail portant sur l'examen de la loi organique relative à la promotion politique de la femme ;
- 2012 Participation à Vienne à la réunion organisée par l'OSCE sur la promotion de l'équilibre Genre et de la participation des femmes dans la vie publique et politique ;
- 2013 Formation sur les flux migratoires mixtes et les enfants mineurs en situation d'urgence.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Guide didactique sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à l'adresse des écoliers et des lycéens ;
- Esquisse d'un projet de loi sur les violences à l'égard des femmes ;
- Présentation du travail des experts du Comité de ladite Convention et de la procédure simplifiée de soumission de rapport ;
- Présentation des récentes recommandations générales.

Sanja Elezović (Monténégro)

Date et lieu de naissance

11 octobre 1960, Belgrade

Langue(s) de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Experte indépendante en droits fondamentaux et égalité des femmes et des hommes

Principales activités professionnelles

- Depuis janvier 2015 - Experte indépendante en droits fondamentaux et égalité des femmes et des hommes, engagée sur une base ad hoc au PNUD, au Conseil de l'Europe, au Conseil de coopération régionale, à l'UNICEF, à CARE Balkans et au sein d'ONG nationales ;
- Avril 2012-Décembre 2014 - Conseillère technique en matière d'égalité des femmes et des hommes pour le Programme du PNUD au Monténégro relatif à l'égalité des femmes et des hommes ;
- Octobre 2002-Janvier 2012 - Directrice de l'Institut pour une société ouverte, Monténégro ;
- Novembre 1999-Octobre 2002 - Coordinatrice de programme au Centre américain de solidarité ouvrière internationale, Monténégro ;
- Novembre 1993-Novembre 1999 - Conseillère principale, Ministère des affaires étrangères, Monténégro ;
- Janvier 1988-Novembre 1993 - Conseillère, Ministère des affaires étrangères, République fédérative socialiste de Yougoslavie ;
- Mai 1987-Janvier 1988 - Bibliothécaire, Bibliothèque nationale de Serbie.

Études

- Maîtrise en diplomatie, 1998, Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Université de Malte, Msida, Malte ;
- Licence en littérature comparative, 1985, Université de Belgrade, Serbie.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 2017 - Conseil de l'Europe - Experte nationale en soutien à la mission GREVIO pour l'élaboration d'un rapport de suivi sur la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ;
- 2017 - PNUD Monténégro - Experte en charge d'élaborer un rapport sur l'égalité des femmes et des hommes ainsi que sur les changements climatiques au Monténégro ;
- 2017 - PNUD Monténégro - Experte chargée d'élaborer des analyses des disparités entre les sexes pour le Monténégro ;
- 2017 - CARE Balkans - Experte en renforcement des capacités pour des ONG sur les femmes rom ;

- 2016 - Bureau régional du PNUD à Istanbul - Experte en charge d'élaborer des analyses des disparités entre les sexes et de l'administration publique dans les Balkans, le Caucase et en Asie centrale ;
- 2015 - UNICEF - Experte chargée d'élaborer une stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes ;
- 2012 - 2014 - PNUD - Conseillère technique en matière d'égalité des femmes et des hommes pour soutenir la mise en œuvre du Programme au Monténégro relatif à l'égalité des femmes et des hommes (autonomisation politique, programme de lutte contre la violence à l'égard des femmes et autonomisation économique).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- 2017 - « Le genre dans l'administration publique en Europe et la Communauté d'États indépendants », PNUD Istanbul, chercheuse principale ,
- 2014 - « Les femmes et la société civile », CEMI, Podgorica.

Naéla Gabr (Égypte)

Date et lieu de naissance

19/02/1950, le Caire, Égypte

Langue(s) de travail

Arabe, français et anglais

Situation/fonction actuelle

Depuis 2010 : Présidente du Comité de coordination national égyptien visant à prévenir et combattre la migration illégale et la traite des personnes, le Caire.

Principales activités professionnelles

- 2009-2011 : Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ;
- 2015-2017 : Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ;
- 2007-2009 :
- Membre élu du Conseil consultatif pour les femmes de l'Organisation de coopération islamique, depuis 2017 ;
- Présidente du Comité national égyptien pour la francophonie, 2009-2012 ;
- Adjointe au Ministre des affaires étrangères, 2010-2012 ;
- Adjointe au Ministre des affaires étrangères pour les affaires multilatérales, 2005-2010 ;
- Représentante de l'Égypte à l'Organisation internationale de la francophonie, 2003-2012 ;
- Représentante permanente de l'Égypte à l'Office des Nations Unies à Genève, 2003-2005 ;
- Membre du Conseil de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, 2002-2008 ;
- Ambassadrice de l'Égypte en République d'Afrique du Sud, en République du Botswana (non-résidente) et au Royaume du Lesotho (non-résidente), 1999-2002 ;
- Adjointe au Ministre des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères, 1997-1999 ;
- Directrice du Département des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères, 1992-1997 ;
- Conseillère de la Mission permanente égyptienne des Nations Unies à Genève, 1988-1992 ;
- Première Secrétaire - Conseillère, Ambassade de l'Égypte à Paris, 1980-1984.

Études

- Maîtrise en relations internationales, Université du Caire.
- Maîtrise en littérature française, Université de Brno, Tchécoslovaquie ;

- Licence en sciences politiques, Université du Caire.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Présidente du Groupe de travail de rédaction de la recommandation générale 34 (2016) sur les droits des femmes rurales ;
- Membre du Groupe de travail de rédaction de la recommandation générale 31 (2014) sur les pratiques néfastes ;
- Membre du Groupe de travail de rédaction de la recommandation générale 35 (2017) sur la violence sexiste à l'égard des femmes, qui met à jour la recommandation générale 19 ;
- Membre du Groupe de travail de rédaction de la recommandation générale 36 (2017) sur l'éducation ;
- Membre du Groupe de travail sur les objectifs de développement durable.
- Présidente de la Délégation aux droits des femmes :
- Consultations sur le « renforcement des capacités des institutions nationales travaillant dans le domaine de l'autonomisation des femmes dans les États membres de l'OCI », Djedda, Arabie saoudite, décembre 2017 ;
- Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies pour examiner le Plan d'action mondial pour la lutte contre la traite des personnes, New York, États-Unis, septembre 2017 ;
- Conférence ministérielle sur la francophonie, Montreux, Suisse, octobre 2010 ;
- Conférence ministérielle sur la francophonie, Québec, Canada, octobre 2008 ;
- Réunion régionale d'experts sur l'assistance aux victimes de la traite axée sur leurs droits, le Caire, Égypte, décembre 2008 ;
- 15^e réunion ministérielle pour les États membres du Mouvement des pays non alignés, Téhéran, Iran, juillet 2008 ;
- Réunion ministérielle de l'Organisation de coopération islamique, Kampala, Ouganda, juin 2008 ;
- Conférence du Mouvement des pays non alignés sur les droits fondamentaux et la diversité culturelle, Téhéran, Iran, septembre 2007 ;
- Conférence ministérielle sur la francophonie, Vientiane, Laos, novembre 2007 ;
- Conférence ministérielle sur la francophonie, Bucarest, Roumanie, septembre 2006 ;
- Commission des droits de l'homme, sessions 58-62, Genève, 2005-2005 ; Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, sessions 53-57, Genève, 2002-2005 ;
- Comité exécutif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, sessions 52-54, Genève. 2002-2005.

Conférences :

- Conférences sur les questions des droits fondamentaux, des droits des femmes, de la traite des personnes, de l'égalité des femmes et des hommes à la Convention sur

l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Université Johns Hopkins, Centre du Caire pour la résolution des conflits et le maintien de la paix, Institut égyptien d'études diplomatiques, École militaire et école de police supérieure Nasser.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « Women's Human Rights in Japan », Université pour femmes de Kyoto, Japon, décembre 2017 ;
- Consultation régionale sur le projet de lignes directrices relatives à la mise en œuvre efficace du droit de participation aux affaires publiques (CESAO) : Accroître la participation des femmes aux affaires publiques ; application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Beyrouth, Liban, décembre 2017 ;
- Panel sur la migration illégale, Conseil national des femmes, le Caire, Égypte, novembre 2017 ;
- Conférence arabe sur les bonnes pratiques et perspectives régionales pour renforcer les droits des femmes liés à la nationalité, « Équité du traitement des deux sexes lors de l'accès à la nationalité d'un point de vue constitutionnel et international », Ligue des États arabes, le Caire, octobre 2017 ;
- Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée pour finaliser un projet de déclaration de l'ONU sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, 3^e session, Genève, mai 2016 ;
- « Réseaux de travail méditerranées pour l'autonomisation des femmes dans les zones rurales », Milan, Italie, octobre 2015 ;
- Atelier de haut niveau des indicateurs WASH, « Discussion sur la participation des femmes », Genève, novembre 2014 ;
- Atelier, « Mécanismes de lutte contre les violences de genre », Conférence mondiale sur les droits fondamentaux, Marrakech, Maroc, novembre 2014 ;
- « 30^e anniversaire de la ratification de la Convention CEDEF/CEDAW des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes », la salle Colbert de l'Assemblée Nationale, Paris, France, décembre 2013 ;
- Atelier consultatif, « Aborder la question de l'égalité des femmes et des hommes dans l'agriculture et le secteur rural au Proche-Orient et en Afrique du Nord », « Contexte économique sexospécifique et le cadre institutionnel/juridique relatif aux femmes agricultrices et rurales », Tunis, Tunisie, novembre 2013 ;
- Droit à l'eau des femmes africaines, « Travail du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur l'article 14 », Gauteng, Afrique du Sud, septembre 2013 ;
- Conférence de l'Association des femmes arabes en coopération avec la Fédération pour les femmes égyptiennes, « Violence systématique à l'égard des femmes et communauté internationale », le Caire, Égypte, avril 2013 ;
- Atelier, « En voie vers davantage de droits pour les populations rurales », Berlin, Allemagne, 2013 ;

- Conférence, « Les femmes et la transition démocratique en Égypte », Centre de conférences à la Bibliothèque d'Alexandrie, Égypte, novembre 2012 ;
- 11^e conférence internationale sur les institutions nationales de défense des droits de l'homme, « Droits fondamentaux des femmes et des filles, égalité des femmes et des hommes : le rôle des institutions nationales de défense des droits de l'homme », Amman, Jordanie, novembre 2012 ;
- Atelier, « Droit au savoir », Bibliothèque d'Alexandrie, Alexandrie, Égypte, avril 2012 ;
- Atelier parlementaire, « Améliorer la santé maternelle et procréative et avancer les droits des femmes dans les pays membres de l'OCI », Tunis, Tunisie, mars 2012 ;
- Atelier sous-régional, « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », Rabat, Maroc, mars 2011 ;
- Réunion féministe internationale des femmes d'Istanbul, Centre de congrès d'Istanbul, Turquie, novembre 2010 ;
- Conférence, « Les femmes arabes et les défis de la mondialisation », Bibliothèque d'Alexandrie, en coopération avec l'Université de Claremont et l'Université Yale, Alexandrie, Égypte, janvier 2009 ;
- Conférence, « Violence à l'égard des femmes : réponses médicales et juridiques », Centre d'Alexandrie pour la santé et le développement des femmes, en coopération avec l'Université Johns Hopkins, Alexandrie, Égypte, février 2009 ;
- Séminaire sur les droits des femmes au Moyen-Orient, Fondation Anna Lindh, Alexandrie, Égypte, juin 2005 ;
- Séminaire sur les réserves concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Khartoum, Soudan, décembre 2004 ;
- « Colloque international sur les Nations Unies et les droits de l'homme » Université Paris II, Paris, France, octobre 2004 ;
- Atelier du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur la diffusion du système de rapports aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Utrecht, Pays-Bas septembre 2004 ;
- Atelier du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur le premier protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Berlin, Allemagne, 2001 ;
- Forum Asie-Afrique sur l'autonomisation économique des femmes, Bangkok, Thaïlande, juin 1997 ;
- Conférence sur les femmes en Europe et dans les pays de la Méditerranée, Rabat, Maroc, mai 1994 ;
- Conférence de la CSCE sur les questions des droits fondamentaux, Varsovie, Pologne, octobre 1993 ;
- Conférence internationale sur le développement social et la pauvreté, Oaxaca, Mexique, septembre 1993 ;

Distinctions :

- Palme académique : Officier de l'ordre des Palmes académiques (pour services rendus à la culture française), 5^e décembre 2012.

Lia Nadaraia (Géorgie)

Date et lieu de naissance

31 Mai 1957, Tbilissi, Géorgie

Langue(s) de travail

Anglais, russe, géorgien

Situation/fonction actuelle

- Experte indépendante en droits fondamentaux des femmes et égalité des femmes et des hommes ;
- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ;
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (depuis 2015), son Corapporteur chargé du suivi (depuis 2017) ;
- Depuis 2016, Fondatrice du Réseau pour l'égalité des hommes et des femmes du Partenariat oriental ;
- Depuis 2013, Présidente du Congrès des femmes du Caucase du Sud ;
- Depuis 2003, Directrice de l'International Women's Political Resource Centre ;
- Depuis 1998, Présidente de la Caucasian Feminist Initiative.

Principales activités professionnelles

- Depuis 2014 : Membre de différents groupes de travail du Comité, notamment le Groupe de travail des communications (depuis 2017), le Groupe de travail chargé des enquêtes (2015-2016) et l'Équipe spéciale sur les femmes et la prévention des conflits et sur les femmes en temps de conflit et après un conflit ;
- Depuis 2005 : Encourage les activités de sensibilisation ; organise des écoles politiques pour les femmes : « Femmes et sécurité », « Femmes et gouvernance locale », « Problématique femmes-hommes, politique et droit », « Femmes, médias et élections », « Université d'été de l'OTAN pour les femmes », « Les universités d'été féministes » ;
- Depuis 2004 : Plaide en faveur de politiques et de lois nationales tenant compte des disparités entre les sexes. A travaillé sur la loi contre la violence dans la famille (2006) et le Concept de l'égalité des sexes (2006) ; a présenté un certain nombre de recommandations législatives relatives au renforcement de la représentation des femmes dans les prises de décisions et les politiques ; a participé à la rédaction de la loi relative à l'égalité des femmes et des hommes (2010) et de la loi contre la discrimination (2015) ; Membre du Groupe de travail sur les quotas en politique ;
- Depuis 2003 : Plaide en faveur d'une plus grande participation des femmes dans les prises de décision politiques et publiques ; coordonne le travail des réseaux politiques de femmes, nationaux et régionaux, pour promouvoir la participation des femmes dans les structures et partis politiques de prises de décision en Géorgie et dans le Caucase du Sud ;
- Depuis 2000 : Coordonne les activités de sensibilisation parmi les avocats, les représentants de partis politiques et les militants d'ONG au sujet de l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de son Protocole facultatif en Géorgie ;

- Depuis 1998 : Dirige les travaux de la Caucasian Feminist Initiative, dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies, collabore avec l'ONU et lui présente des rapports ;
- 2002 Professeur invité, Université du Minnesota, États-Unis - cours « Femmes en transition » ;
- 2000-2002 : Professeur, Université d'État de Tbilissi, Département des sciences politiques - cours « Problématique femmes-hommes et politique ».

Études

- 2005 Formation à la diplomatie et la sécurité d'État, Institut géorgien des affaires publiques ;
- 1998 Formation à l'élaboration de rapports pour le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (Asie et Pacifique) et la SIPA de l'Université Columbia, États-Unis ;
- 1994-1997 Doctorat en psychologie générale, Institut géorgien de psychologie ;
- 1989-1990 Formation à la psychologie clinique, New York Institute of Psychodrama, États-Unis ;
- 1973-1978 Maîtrise de psychologie, Université d'État de Tbilissi, Géorgie ;
- 1964-1973 Éducation primaire et secondaire, Tbilissi, Genève et Kano (Nigéria).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Membre du Groupe de travail du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les méthodes de travail, le Groupe de travail du Comité et d'ONU-Femmes sur les objectifs de développement durable, le Groupe de travail du Comité et de l'Union interparlementaire, le Groupe de travail du Comité et d'autres organes créés en vertu d'instruments internationaux, et le Groupe de travail sur la coopération avec les mécanismes régionaux de promotion des droits fondamentaux ;
- Intervenante lors du débat de l'Union interparlementaire sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sa recommandation générale 30 comme pilier de la promotion de l'égalité des femmes et des hommes en matière de paix et de sécurité, Genève, 20 octobre 2015 ;
- Depuis 1999 : Participe activement aux conférences de l'ONU sur les femmes, notamment les sessions de la Commission de la condition de la femme ;
- 1999-2006 A présenté des rapports alternatifs (officiels) au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Nadaraia, L. (imprimé). « Political Culture and Gender Equality » ;
- Nadaraia, L. (2014). « Gender Aspects of Elections ». Tbilissi : Women's Political Resource Center. Imprimé ;
- Nadaraia, L. (2013). « Participation of Women in Public and Political Life ». Tbilissi : Tbilisi School of Politics. Imprimé ;

- Nadaraia, L. (2012). « Promoting IDPs and Women's voices in Post-Conflict Georgia ». Tbilissi : Women's Political Resource Center. Imprimé ;
- Nadaraia, L. (2011). « Promoting Gender Equality in the Education System in Georgia ». Tbilissi : Women's Political Resource Center. Imprimé ;
- Nadaraia, L. (2010). « Addressing Trafficking in Persons and Domestic Violence in Georgia ». Tbilissi : Women's Political Resource Center. Imprimé.

Aruna Devi Narain (Maurice)**Date et lieu de naissance**

8 juillet 1968, Maurice

Langue(s) de travail

Anglais, français

Situation/fonction actuelle

- Juge, Cour suprême de la République de Maurice ;
- Experte occasionnelle à l'Institut d'études judiciaires et juridiques, Maurice ;
- Membre, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2017-2018).

Principales activités professionnelles

- (En qualité de juge) Audiences et décisions dans les affaires constitutionnelles, criminelles et civiles en première et deuxième instance ;
- (À l'Institut d'études judiciaires et juridiques) Enseigne au sujet du droit constitutionnel et des droits fondamentaux pour les membres actuels ou futurs de professions juridiques ;
- (En qualité de membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes) Membre de divers groupes de travail et Vice-Présidente du Groupe de travail sur les méthodes de travail ;
- Conseillère juridique au Bureau du Procureur général (1993-2015) ;
- Administratrice de programme en chef, Division des affaires juridiques et constitutionnelles, Secrétariat du Commonwealth, Londres. (septembre 2003-avril 2004).

Études

- Licence de droit, London School of Economics, Université de Londres (1990) ;
- Maîtrise de droit, London School of Economics, Université de Londres (1992) ;
- Admise au barreau à Middle Temple, Londres, et au barreau mauricien (1992).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- A agi en qualité de conseil dans certains cas constitutionnels, notamment des cas de discrimination, devant la Cour suprême de Maurice et le Comité judiciaire du Conseil privé ;
- A été impliquée dans la préparation de tous les rapports gouvernementaux présentés par Maurice à des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, entre 1995 et 2015, et a comparu devant divers organes de ce type, notamment le Comité des droits de l'homme. Membre actif de la délégation gouvernementale de l'Examen périodique universel de Maurice auprès du Conseil des droits de l'homme (2008) ;

- A offert des conseils juridiques, de manière régulière, au Ministère des droits de la femme (actuellement le Ministère de l'égalité du genre) sur de nombreuses questions, notamment celles concernant la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

Aucune publication récente dans le domaine précis de la discrimination à l'égard des femmes. Toutefois, jugements écrits sur la non-discrimination et la violence domestique. En qualité d'ancien conseil parlementaire (2011-2015), a rédigé et approuvé des lois relatives à la non-discrimination, la violence domestique, ainsi qu'aux droits des femmes et questions relatives aux femmes. En qualité d'ancien membre de la Commission de la réforme législative, a contribué aux rapports sur les questions constitutionnelles, notamment les droits des femmes.

Ana Peláez Narváez (Espagne)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance

4 octobre 1966, Zafra (Espagne)

Langue(s) de travail

Espagnol, anglais, français

Situation/fonction actuelle

- Conseillère exécutive chargée des relations internationales et de l'expansion à l'étranger de l'Organisation nationale des aveugles espagnols (Organización Nacional de Ciegos Españoles, ONCE) ;
- Vice-Présidente exécutive de la Fondation CERMI Femmes (organisation de tutelle pour les femmes handicapées en Espagne)
- Vice-Présidente du Forum européen des personnes handicapées (FEPH) et Présidente de son Comité des femmes.

Principales activités professionnelles

- Dirige et conseille des gouvernements, la société civile et d'autres parties prenantes depuis près de 20 ans afin de garantir l'intégration de toutes les femmes et les filles handicapées dans leurs initiatives et politiques avec une approche intersectionnelle des droits fondamentaux ;
- Intervient régulièrement auprès de différentes instances des Nations Unies (telles que le Conseil des droits de l'homme, différents comités et agences spécialisées) ainsi que d'organismes régionaux et nationaux (tels que le Parlement européen, la Commission européenne, le Conseil de l'Europe, la Chambre des députés et le Sénat espagnols) ;
- Participe depuis 2010 à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies en qualité de représentante des femmes handicapées d'Espagne et d'Europe ;
- Membre de l'Organe directeur du Lobby européen des femmes de 2010 à 2014.

Études

- Licence en sciences de l'éducation (Université de Séville, Espagne) ;
- Licence en psychologie (Université de Séville, Espagne) ;
- Maîtrise spécialisée en besoins spéciaux des personnes handicapées et cours de doctorat (Université de Salamanque, Espagne).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Déléguée du Gouvernement espagnol dans le cadre de la rédaction de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en mettant l'accent sur l'intégration de la problématique femmes-hommes de manière transversale et spécifique. A fait partie du Comité de cette Convention pendant deux mandats consécutifs (2009-2016), en tant que coordonnatrice pour les problématiques relatives aux femmes et a conduit la demi-

journée de débat général sur les femmes et les filles handicapées ; a également coprésidé le groupe de travail chargé de la rédaction d'une observation générale sur ce thème.

- En Espagne, est membre en qualité d'experte du Conseil du Patronat royal du handicap, de l'Observatoire national contre la violence de genre et du Conseil recteur de l'Institut espagnol de la femme ;
- Participation aux deux réunions du forum politique de haut niveau pour le développement durable tenues jusqu'ici et intervention au forum de 2017 au nom des femmes handicapées en ce qui concerne l'objectif de développement durable 5.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « Guía para la incorporación de la perspectiva de género y discapacidad en la programación del Fondo Social Europeo » ;
- « Informe sobre violencia de género hacia las mujeres con discapacidad a partir de la macroencuesta 2015 » ;
- « Debate General sobre Mujeres y Niñas con Discapacidad » ;
- « 2º Plan Integral de Acción para Mujeres con Discapacidad 2013-2016; La transversalidad de género en las políticas públicas de discapacidad ».

Rhoda Reddock (Trinité-et-Tobago)

Date et lieu de naissance

7 juin 1953, Kingstown, Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Langue(s) de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Enseignante sur les questions de genre, de changement et développement social, Institut d'études du genre et du développement, Université des West Indies, campus de Saint Augustine, Trinité-et-Tobago.

Principales activités professionnelles

Ancienne responsable de l'Institut d'études du genre et du développement de l'Université des West Indies, campus de Saint Augustine, puis principale adjointe du campus de Saint Augustine de 2008 à 2017. En qualité d'enseignante sur les questions de genre, de changement et développement social, est impliquée dans des activités professionnelles universitaires, notamment l'enseignement, l'offre de conseils, la supervision des étudiants diplômés, la recherche et le service public. Est également activement engagée dans la recherche et dans l'écriture de publications de recherche. Grâce à son engagement public, elle offre des conseils et des consultations aux organisations nationales, régionales et internationales. Est aussi membre d'un certain nombre d'organisations professionnelles telles que l'Association internationale de sociologie, au sein de laquelle elle a été présidente du Comité de recherche 32 sur les femmes et la société, et est actuellement membre du conseil du Comité de recherche 05 sur les études d'identité autochtone, de race et d'origine ethnique.

Études

- Université des West Indies, Licence scientifique. Administration sociale ;
- Institut d'études sociales, La Haye, Maîtrise, études de développement ;
- Université d'Amsterdam, Doctorat, sciences sociales (sociologie appliquée) ;
- Université Harvard (Graduate School of Education), Certificat d'études supérieures - Institut de gestion de l'enseignement supérieur.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Militante dans les Caraïbes et les mouvements mondiaux pour les femmes. A été impliquée dans la création d'un programme relatif aux études du genre et du développement à l'Université des West Indies, et a été première responsable du Centre (actuellement Institut) au campus Saint Augustine. Membre fondateur et première présidente de la Caribbean Association for Feminist Research and Action, elle est également conseillère pour le Fonds mondial pour les Femmes, membre du groupe consultatif pour la publication « Le progrès des femmes dans le monde » d'ONU-Femmes, et membre fondateur du Réseau d'études caribéen sur la masculinité. Plus récemment, a été chercheuse principale pour le projet d'intervention et de recherche « Breaking the Silence: Child Sexual Abuse and Implications for HIV », un projet qui dirige une campagne nationale qui a captivé l'attention des communautés dans l'ensemble de Trinité-et-Tobago et de la région des Caraïbes en général.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- *Sex, Power and Taboo: Gender and HIV in the Caribbean and Beyond*, Ian Randle Publishers, (2009) ;
- « Breaking the Silence of Child Sexual Abuse in the Caribbean: A Community-Based Action Research Intervention Model » (2014) ;
- « Up Against a Wall: Muslim Women's Struggle to Reclaim Masjid Space in Trinidad and Tobago » (2014) ;
- « Indo-Caribbean Masculinities and Indo-Caribbean Feminisms: Where are we Now? » (2016).

Elgun Safarov (Azerbaïdjan)

Date et lieu de naissance

5 juin 1982, Megri, Arménie

Langue(s) de travail

Anglais, russe, turc et azéri

Situation/fonction actuelle

- Responsable du Département d'information et de recherches analytiques du Comité d'État pour la famille, les femmes et les enfants de la République d'Azerbaïdjan ;
- Expert à la Commission pour l'égalité de genre, Conseil de l'Europe ;
- Représentant du Comité de rédaction pour la préparation d'un projet de recommandation du Comité des ministres pour prévenir et lutter contre le sexisme ;
- Enseignant à l'Université d'État de Bakou dans les domaines de l'égalité des femmes et des hommes et du droit familial (Docteur en droit) ;
- Membre de Gender School (infrastructure universitaire de la Women's Association for Rational Development).

Principales activités professionnelles

Monsieur Safarov a participé à de nombreux projets locaux, régionaux et internationaux organisés par les Nations Unies, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales, et a enseigné dans les domaines du droit international et des relations internationales au cours des 15 dernières années. Il a été directement impliqué dans la rédaction de la loi relative aux garanties de l'État concernant l'égalité des droits pour les femmes et les hommes, de la loi sur la prévention de la violence domestique, des modifications apportées au Code de la famille, au Code pénal et au Code civil, des lois sur la santé procréative et la prévention de mariages d'enfants, ainsi que d'autres normes législatives de la République d'Azerbaïdjan. Ses activités professionnelles englobent diverses interventions dans le domaine des droits fondamentaux, notamment la participation au processus de préparation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; l'implication, en tant que formateur, dans des projets relatifs à l'égalité des femmes et des hommes, la protection des droits des femmes, la violence à l'égard des femmes, la prévention de la traite, organisés par les Nations Unies, le PNUD, le FNUAP, l'Agence allemande de coopération internationale, l'Union européenne, la Communauté européenne et un grand nombre d'organisations non gouvernementales ; la préparation de rapports nationaux dans le cadre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2009, 2014), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; l'implication en tant qu'analyste et chercheur dans la protection des droits fondamentaux, l'égalité des femmes et des hommes, le leadership féminin, la violence sexiste, le harcèlement sexuel, la traite, ainsi qu'en tant qu'auteur de plus de 30 articles et études universitaires.

Études

- Licence en droit international, Université d'État de Bakou (1999-2003) ;
- Maîtrise en droit international, Université d'État de Bakou (2003-2005) ;

- Doctorat en droit international (« Activités du Conseil de sécurité de l'ONU en matière de soutien de la sécurité et de la paix internationales en droit international ») (2010) Université d'État de Bakou ;
- Diplôme de mise en œuvre et d'établissement de rapports concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (FNUAP, Droits de l'homme ONU, 2008)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Médaille de bonne performance en ce qui concerne le règlement des problèmes dans les politiques relatives à l'égalité des femmes et des hommes et les politiques sociales - Attribuée sur instruction du Président de la République d'Azerbaïdjan (2016) ;
- Coordonnateur de suivi de l'UNIFEM au sujet des cadres juridiques et politiques qui soutiennent les droits fondamentaux des femmes et l'égalité des femmes et des hommes (2006) ;
- Implication active dans le travail de l'association Coalition 1325 et du Réseau national des femmes déplacées dans leur propre pays ;
- Certificat sur le harcèlement sexuel au travail (USAID, American Bar Association Central and Eastern European Law Initiative, 2007) ;
- Certificat sur l'implication des hommes dans la réalisation de l'égalité des femmes et des hommes et de la fin des violences à l'égard des femmes (Ministère norvégien des affaires étrangères, FNUAP) ;
- Certificat sur le renforcement des capacités dans le domaines des relations internationales, des droits fondamentaux internationaux et du droit humanitaire, Institut de hautes études de Genève, Confédération suisse pour le développement et la coopération, École de diplomatie, École des relations internationales, 2009 ;
- Certificat sur les droits fondamentaux, Raoul Wallenberg Institute of Human Rights and Humanitarian Law, Agence suédoise de développement international (2007).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « Sustainable Development of Gender Equality System in the Republic of Azerbaijan: Problems, Good Practice and Perspectives », travaux de la Conférence internationale scientifique sur les objectifs de développement durable, 2017 (article) ;
- « Women rights protection: international and national aspects », 2018 (monographie universitaire) ;
- « Leadership Instruction », Agence allemande de coopération internationale. Allemagne. « Instruction for the women participating in the local management municipalities », 2017 (article) ;
- « Promoting gender equality in the system of protection of human rights », Université d'Azerbaïdjan, 2017 (article) ;
- « Development of the protection mechanisms on the protection women and children rights in the national legislation system », Knowledge Foundation, 2016 (article) ;
- Éditeur du *Family, Woman, Child*, journal (2013-2018).

Genoveva Tisheva (Bulgarie)**Date et lieu de naissance**

1^{er} février 1957, Sofia, Bulgarie

Langue(s) de travail

Anglais, français, italien, russe et bulgare (langue maternelle).

Situation/fonction actuelle

- Directrice de l'Institut de formation aux droits fondamentaux des femmes ;
- Présidente de l'Alliance bulgare pour la protection contre la violence familiale ;
- Directrice générale de la Fondation bulgare de recherche sur le genre, dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ;
- Membre du groupe d'experts de la Commission nationale bulgare de lutte contre la traite, Conseil des ministres ;
- Membre adjoint de la Commission consultative sur l'égalité des sexes, Conseil des ministres.

Principales activités professionnelles

- Formation de professionnels juridiques au sujet des droits fondamentaux et des droits des femmes à l'Institut de formation aux droits fondamentaux des femmes, au Centre de formation à la prévention de la violence de l'Alliance pour la protection contre la violence familiale ;
- Participation active à la rédaction de la loi sur la protection contre la violence domestique, d'amendements au Code pénal et de lois sur l'égalité des femmes et des hommes et la violence à l'égard des femmes ;
- Conseils juridiques, préparation et soutien des cas juridiques pour la protection des femmes et des enfants à l'échelle nationale et internationale ;
- Experte juridique indépendante du Réseau de la loi européenne sur l'égalité des sexes ;
- Vice-Présidente de l'Association européenne des femmes juristes ;
- A reçu le Prix de défenseur des droits de l'homme de Minnesota Advocates for Human Rights pour 2017.

Études

- Maîtrise en droit à la Faculté de droit de l'Université St. Kl. Ohridski, Sofia, 1980 ;
- Diplômes de premier et deuxième cycle de la Faculté internationale de droit comparé, spécialisation dans le droit de l'Union européenne, Université Robert Schumann, Strasbourg, France, 1991 ;
- Attestation de fin d'études sur les droits des femmes travailleuses, Organisation internationale du Travail, Centre de formation, Turin, 2002 ;
- Diplôme sur le développement, le droit et la justice sociale, Institute of Social Studies, La Haye, Pays-Bas, 2004.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Coordination et présentation de rapports officiels en vertu des traités et mécanismes des Nations Unies (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 18^e et 52^e session, premier et deuxième Examen périodique universel de la Bulgarie, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Comité des droits économiques, sociaux et culturels), depuis 1998 ;
- Participation au Groupe de travail gouvernemental pour l'adoption du Plan national de mise en œuvre des recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2013 ;
- Travail avec le gouvernement pour la mise en œuvre des constatations du Comité en vertu du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, 2014 ;
- Participation en tant que déléguée gouvernementale aux 58^e, 59^e, 61^e sessions de la Commission sur la condition de la femme, 2014-2017 ;
- Participation au 4^e Groupe de travail sur les femmes, Beijing, 1995.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « Access to justice for women victims of violence » - Guide à destination des organisations de la société civile – Bulgarian Gender Research Foundation - 2017 ;
- Traites des personnes dans une perspective d'égalité entre hommes et femmes - Directive 2011/36/UE/Parlement européen - co-auteur – 2016 ;
- Analyse comparative de la loi sur l'égalité des sexes en Europe, - Commission européenne - auteur du rapport bulgare - 2016 ;
- Rapport de suivi sur les violences sexuelles et d'autres formes de violences sexistes dans le contexte de la protection internationale en Bulgarie - HCR, co-auteur – 2015.

Franceline Toé-Bouda (Burkina Faso)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

2 avril 1957 à Paris

Langue(s) de travail

Français, anglais.

Situation/fonction actuelle

- Avocate ;
- Coordonnatrice de la coalition pour le suivi de la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (coalition CEDEF).

Principales activités professionnelles

- Assistance, représentation, défense des justiciables, conseils, consultations juridiques, formation et sensibilisation des adultes et des élèves en droit et sur les droits humains ;
- Rédaction d'actes divers et conduite de négociations nationales et internationales, pratique du métier d'avocate, gestion du cabinet, responsable d'une équipe dynamique, gestion d'un portefeuille clientèle nationale et internationale.

Études

- 1985 Diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) en droit des affaires et fiscalité Faculté de droit-Université de Rennes (France) ;
- Rédaction d'un mémoire sur « l'information spécifique des tiers autorisés à exercer le droit d'alerte » (dans l'entreprise) ;
- 1985 Diplôme de juriste conseil d'entreprise (D.J.C.E.) – Faculté de droit-Université de Rennes (France) ;
- 1985 Certificat de droit social – Option : Gestion du personnel Université de Montpellier (France) ;
- 1984 Maîtrise en droit des affaires et fiscalité – Faculté de droit - Université de Ouagadougou (Burkina Faso) ;
- Rédaction d'un mémoire sur le « cautionnement bancaire » ;
- 1983 Licence en droit – Faculté de droit - Université de Ouagadougou.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 2009 : Conduite d'une mobilisation sociale (marche genre) pour soutenir le vote de la loi portant fixation de quota aux élections législatives et municipales au Burkina Faso ;

- 2011 : Téléconférence donnée sur l'expérience burkinabé sur le rapport alternatif de la société civile sur la mise en œuvre de la CEDEF par l'État du Burkina Faso lors de l'assemblée mondiale de CIVICUS tenue à Montréal ;
- 2011 : Analyse et présentation des forces et faiblesses de la législation applicable au Burkina Faso relative aux discriminations et aux violences faites aux femmes et aux filles ; aux séminaires parlementaires nationales et régionales de Ouagadougou ;
- 2010 : Présentation du premier rapport alternatif de la société civile burkinabé au 6^e rapport de l'État devant le Comité des Nations-Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) Genève en Suisse ;
- 2010 : Formation reçue de l'ONG International Women Rights Action Watch (IWRAP) sur la CEDEF et le suivi de sa mise en œuvre les 1^{er}, 2, 3 Octobre 2010 et en octobre 2017 à Genève en Suisse ;
- Participation à la rédaction du rapport alternatif de la société civile Burkinabé au 6^e rapport du gouvernement et conduite de la rédaction du 2^e rapport alternatif au 7^e rapport de la mise en œuvre de la CEDEF au Burkina Faso.

Distinctions :

- 11/12/1997 : Chevalier de l'Ordre national du Burkina Faso (Ordre des avocats) ;
- 14/05/1998 : Officier de l'Ordre national du Lion du Sénégal (Conseil économique et social) ;
- 10/12/2011 : Officier de l'Ordre national du Burkina Faso (Promotion de la femme) ;
- 17/12/2016 : Chevalier de l'Ordre du mérite de la justice, agrafe Droits humains.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « Lexique des termes juridiques et judiciaires relatifs aux droits de la personne et de la famille », mai 2002 ;
- « Concept et approche genre liés au développement », 2008 ;
- Élaboration d'un module de formation sur la défense des droits des personnes vulnérables pour séminaire Avocats sans frontières ;
- Communication sur « les cadres juridiques de l'entreprise » pour le compte du Fonds d'appui aux ;
- Activités rémunératrices des femmes (FAARF) ;
- Communication et formatrice sur la loi burkinabé sur le quota (pour le compte des communautés à la demande du Groupe d'étude et de recherche sur la démocratie et le développement économique et social (GERDDES).